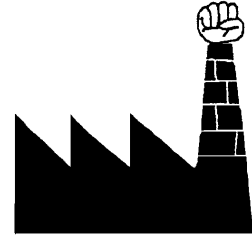


A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Pas d'abstention au 3^{ème} tour !

A la différence de ses trois précédentes expériences gouvernementales depuis son échec en 1981 – 3 expériences avortées puisque la victoire électorale avait aussitôt tourné en défaite sociale : dérouté de Chirac à l'hiver 86, louvoiements des années Balladur (93-95), reculades de Juppé en 95 - la droite chiraquienne est cette fois-ci contrainte de ne pas reculer. Sommée par son commanditaire, le MEDEF, de ne plus rien céder, elle exécutera sa besogne, quelles qu'en soient pour elle les conséquences institutionnelles. Coûte que coûte, telle est la devise de ce gouvernement.

C'est pourquoi, attendre du rapport de forces électoral entre les partis politiques qu'il modifie le rapport de forces social, c'est prendre le risque de nouvelles déroutes. Certes la mobilisation souhaitée, lors du prochain scrutin, d'une partie des classes populaires peut contribuer à renforcer la combativité collective du salariat. Mais le jeu électoral n'a jamais été qu'un reflet très partiel des antagonismes entre les classes sociales. Le combat doit en même temps, d'abord et surtout être mené sur le seul terrain décisif, celui de la lutte des classes, et avec les armes du mouvement social (grève, manifestations, occupations...)

En effet, ce n'est pas du ravalement des façades régionales de l'ex-gauche plurielle ou de l'une ou l'autre de ses victoires dans quelques baronnies locales que va naître une résistance au saccage des conquêtes sociales mené à la hussarde par la clique des soudards et pillards de l'UMP. Ce ne sera pas non plus l'une ou l'autre prouesse de l'alliance électorale LO-LCR qui y contribuera beaucoup plus. "Faire reculer le patronat et le gouvernement" annoncent leurs affiches électorales. Soit ! Mais ils savent pourtant que ce n'est pas un bulletin de vote qui les fera reculer - ni même 10% des bulletins de vote exprimés - quand plus deux millions de manifestants et plusieurs semaines de grève reconductible n'y sont pas parvenus en juin dernier.

Même si les circonstances et les options idéologiques diffèrent, faut-il rappeler qu'en 1981, avec 15% au premier tour, une organisation autrement nombreuse, structurée et implantée, et avec l'appui de l'appareil de la CGT d'alors, le PC n'a pas empêché le tournant de la rigueur, les liquidations industrielles et les revirements successifs du "socialisme du possible" de Mitterrand... Autre époque et autre lieu pour un scénario aussi désespérant et qui devrait autant inciter à la réflexion : au Brésil, après 18 mois d'expérience Lula, que reste-t-il des perspectives ouvertes par la victoire électorale massive du Parti des Travailleurs et la participation gouvernementale de ministres trotskistes ?...



Le mouvement de mai-juin dernier a rappelé la capacité de mobilisation du salariat français - et ce, alors que ce ne fut qu'une partie de ce salariat qui a pris part au mouvement. Son échec sur sa revendication directe a en même temps rappelé ses faiblesses et impasses ainsi que ses difficultés à échapper au contrôle des appareils syndicaux et de leur logique bureaucratique. Toutefois, c'est bien plus en tirant les leçons de cette expérience encore chaude dans les conflits sociaux qui s'annoncent (défense de la Sécu, des services publics, du droit du travail...), en se donnant les moyens d'une organisation autonome du mouvement social, qu'il est possible de mener des luttes victorieuses pour reconquérir ce qui a été perdu - et gagner ce qui ne l'a jamais été.

Nous publions ci-dessous un texte paru dans le mensuel suisse "A l'encontre". L'auteur, Samir Amin, est président du Forum mondial des Alternatives. Parmi ses dernières publications, on peut citer : Les défis de la mondialisation, L'Harmattan, 1996, Critique du capitalisme, PUF, 2002, Au-delà du capitalisme sénile. Pour un XXIe siècle non américain, PUF, Actuel Marx, 2002. "A l'encontre" case postale 120, 1000 Lausanne 20 fax 021 661 20 71 Pour s'abonner, pour commander des exemplaires: administration@alencontre.org (Abonnement annuel : 50 francs suisse ccp 10-25669-51)

Quel sort pour la moitié de la planète ?

La mode d'aujourd'hui est à un certain discours sur la pauvreté et la nécessité de réduire au moins son ampleur sinon de l'éradiquer. Il s'agit là d'un discours de charité, à la mode du XIXe siècle, qui ne cherche pas à comprendre les mécanismes économiques et sociaux qui engendrent la pauvreté, alors que les moyens scientifiques et technologiques pour l'éradiquer sont pourtant aujourd'hui disponibles.

Le capitalisme et la nouvelle question agraire

Toutes les sociétés qui ont précédé la société dite moderne, c'est-à-dire capitaliste, ont été des sociétés paysannes. Leur production était réglée par diverses logiques et systèmes ; mais elles ne sont pas celles qui gouvernent le capitalisme dans une société de marché, telle la règle de la maximisation du rendement du capital.

L'agriculture capitaliste moderne, qui comprend aussi bien l'exploitation agricole familiale riche et à grande échelle que les multinationales agroalimentaires, a entrepris une attaque massive contre la production paysanne du tiers-monde. Le feu vert pour cela lui a été donné lors de l'assemblée de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) tenue en novembre 2001 à Doha (Qatar). Cette attaque fait beaucoup de victimes, et la plupart d'entre elles sont des paysans du tiers-monde qui constituent toujours encore la moitié de l'humanité.

L'agriculture capitaliste, régie par le principe du rendement le plus élevé sur investissement, est localisée presque exclusivement en Amérique du Nord, en Europe, en Australie et dans le cône sud de l'Amérique latine [Argentine, Brésil]. Elle n'emploie que quelques dizaines de millions de cultivateurs qui ne sont plus des paysans. Du fait du degré atteint par la mécanisation et de la grande taille des fermes exploitées par un seul cultivateur, leur productivité

se situe généralement entre 1000 et 2000 tonnes de céréales par cultivateur et par an.

Le contraste n'en est que plus violent avec les trois milliards de paysans pratiquant une agriculture paysanne dans le tiers-monde. Leurs exploitations peuvent être classées en deux secteurs distincts qui diffèrent beaucoup par l'échelle de la production, les caractéristiques économiques et sociales, ainsi que par les niveaux d'efficacité. Un secteur a été capable de profiter de la révolution verte ; il a obtenu des engrais, des pesticides, des semences améliorées et il a mis en œuvre une certaine mécanisation. La productivité de ces paysans se situe entre 10 et 50 tonnes de céréales par cultivateur et par an. Par contre, on situe aux alentours de une tonne de céréales par cultivateur et par an la productivité des paysans exclus de ces nouvelles technologies.

Ainsi donc, le rapport de la productivité des segments capitalistes les plus avancés de l'agriculture mondiale à celle des plus pauvres - qui était de 10 à 1

avant 1940 - approche aujourd'hui un rapport de 2000 à 1 ! Cela signifie que la productivité a progressé de manière bien plus inégale dans le domaine de l'agriculture et de la production alimentaire que dans d'autres domaines. Simultanément, cette évolution a conduit à une réduction du prix relatif des biens alimentaires (par rapport au prix d'autres produits industriels ou services), qui se situe à un cinquième seulement de ce qu'il était il y a cinquante ans. La nouvelle question agraire est le résultat de ce développement inégal.

La modernisation a toujours combiné des dimensions constructives, à savoir l'accumulation du capital et la croissance de la productivité, avec des aspects destructifs : la réduction du travail au statut de marchandise vendue sur le marché ; la destruction, souvent, de la base écologique naturelle nécessaire à la reproduction de la vie et de la production ; la polarisation de la distribution de la richesse au niveau mondial.

La modernisation a toujours simultanément *intégré* certains, dans la mesure où l'expansion des marchés créait de l'emploi, et *exclu* d'autres qui n'étaient pas intégrés dans la nouvelle force de travail, après avoir perdu leurs positions au sein des systèmes antérieurs bouleversés. Dans sa phase ascendante, parallèlement à ses processus d'exclusion, l'expansion mondialisée capitaliste intégrait un secteur important de la force de travail. Par contre, aujourd'hui, dans les sociétés paysannes du tiers-monde, cette expansion exclut massivement des gens tout en en intégrant relativement peu.

La question soulevée ici, c'est précisément de savoir si cette tendance va continuer de s'appliquer aux trois milliards d'êtres humains qui produisent et vivent encore dans des sociétés paysannes, en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

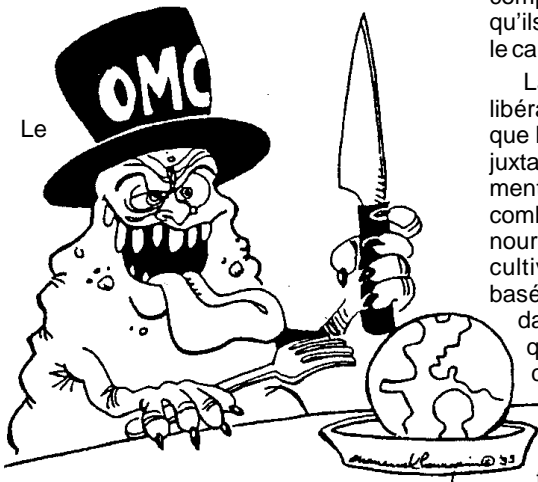
Qu'arriverait-il en fait si l'agriculture et la production alimentaire étaient traitées comme n'importe quelle autre forme de production, soumise aux règles de la concurrence dans un marché ouvert et dérégulé, comme il en a été décidé, en principe, lors de l'assemblée de l'OMC de novembre 2001. De tels principes favoriseraient-ils l'accélération de la production ?



Des solutions alternatives ?

On peut imaginer que la nourriture aujourd'hui amenée sur le marché par les trois milliards de paysans du tiers-monde, après avoir assuré leur propre subsistance, soit au contraire produite par vingt millions de nouveaux cultivateurs modernes. Les conditions pour qu'une telle alternative puisse se réaliser seraient les suivantes : 1° le transfert de surfaces importantes de bonnes terres à ces nouveaux cultivateurs capitalistes (et ces terres devraient être enlevées aux actuelles populations paysannes) ; 2° du capital (pour acheter fournitures et équipements) ; 3° l'accès aux marchés consommateurs. De tels cultivateurs concurrenceraient effectivement, avec succès, les milliards de paysans actuels. Mais que deviendraient alors ces derniers ?

Dans les circonstances actuelles, accepter que le principe général de la concurrence s'applique aux produits agricoles et aux biens alimentaires, comme l'impose l'OMC, signifie accepter l'élimination de milliards de producteurs non compétitifs, dans un délai historique très court, de quelques décennies. Que deviendront ces milliards d'êtres humains, la majorité d'entre eux qui sont déjà les pauvres parmi les pauvres, et qui ne s'alimentent qu'avec grande difficulté ? Dans un délai de cinquante ans, le développement industriel, même dans l'hypothèse fantaisiste d'un taux de croissance régulier de 7 % par année, serait bien incapable d'absorber ne serait-ce qu'un tiers de cette réserve de main-d'œuvre.



Le principal argument avancé pour justifier la doctrine de la concurrence de l'OMC est qu'un tel développement a justement eu lieu au XIXe et au XXe siècle en Europe et aux Etats-Unis et qu'il y a produit une société moderne, riche, urbaine et industrielle, ou post-industrielle, dotée d'une agriculture moderne capable de nourrir la nation et même capable d'exporter de la nourriture. Pourquoi ce scénario ne serait-il pas répété aujourd'hui dans les pays du tiers-monde ?

Cet argument ignore tout simplement deux facteurs qui rendent presque impossible la répétition de ce scénario. Le premier, c'est que le modèle européen s'est

développé durant un siècle et demi en recourant à des technologies industrielles qui nécessitaient beaucoup de main-d'œuvre. Les technologies modernes en nécessitent beaucoup moins, et les industriels nouveaux installés dans le tiers-monde, s'il faut qu'ils soient compétitifs sur les marchés mondiaux, seraient obligés de les adopter. Le deuxième, c'est que tout au long de cette longue transition, l'Europe a pu bénéficier de la migration massive de sa population en trop vers les Amériques [Nord et Sud].

L'affirmation selon laquelle le capitalisme a réussi à résoudre la question agraire dans ses centres développés a toujours été acceptée par de larges secteurs de la gauche, depuis le fameux livre de Karl Kautsky, *La Question agraire*, écrit avant la Première Guerre mondiale. L'idéologie soviétique a accepté cette conception sur laquelle elle s'est basée pour entreprendre la modernisation au moyen de la collectivisation stalinienne, avec les résultats décevants que l'on sait. Ce qui a toujours été négligé, c'est que le capitalisme, s'il résolvait la question dans les pays du centre [impérialistes], ne le réussissait qu'en engendrant une question agraire gigantesque dans ses périphéries, qu'il ne pourrait résoudre qu'au prix du génocide de la moitié de l'humanité. Dans la tradition marxiste, seul le maoïsme a compris l'ampleur du défi. C'est pourquoi ceux qui accusent le maoïsme d'une « déviation paysanne » démontrent par ce reproche même qu'il leur manque la capacité analytique pour comprendre le capitalisme impérialiste, qu'ils réduisent à un discours abstrait sur le capitalisme en général.

La modernisation par le moyen de la libéralisation du marché capitaliste, telle que la suggèrent l'OMC et ses partisans, juxtapose en fin de compte les deux éléments, sans même nécessairement les combiner : d'un côté, la production de nourriture à une échelle mondiale par des cultivateurs concurrentiels modernes, basés essentiellement dans le Nord mais dans le futur peut-être également dans quelques poches du Sud ; de l'autre côté, la marginalisation, l'exclusion et l'appauvrissement encore accru de la majorité de ces trois milliards de paysans de l'actuel tiers-monde et finalement leur réclusion dans quelques espèces de réserves. On combine donc un discours dominant pro-modernisation et concurrentiel avec un jeu de politiques organisant des réserves écologiques et culturelles permettant aux victimes de survivre dans un état d'appauvrissement matériel (et écologique y compris). Les deux éléments pourraient donc se compléter plutôt que d'entrer en conflit.

Pouvons-nous imaginer des alternatives et obtenir qu'elles soient largement débattues ? Des solutions qui verraient l'agriculture paysanne maintenue tout au long du futur prévisible du XXIe siècle, mais qui simultanément mettraient en œuvre un processus continu de progrès

technologique et social ? Afin que, de telle manière, les changements surviennent à une vitesse qui permette un transfert progressif des paysans vers des emplois non ruraux et non agricoles.

Un tel ensemble stratégique d'objectifs implique des dosages complexes de mesures aux niveaux national, régional et mondial.

Sur le plan national, cela nécessite des politiques macro-économiques qui protègent la production paysanne de nourriture contre la concurrence inégale des cultivateurs modernisés et des grandes entreprises agroalimentaires, tant locaux qu'internationaux. Cela aidera à garantir des prix internes [sur les marchés nationaux] acceptables des biens alimentaires, qui soient déconnectés des prix internationaux du marché qui, eux, sont en outre biaisés par les subventions agricoles du Nord riche.

De tels objectifs remettent également en question le schéma du développement industriel et urbain qui devrait, dans une moindre mesure, reposer sur des priorités tournées vers l'exportation (par exemple le maintien de bas salaires, ce qui nécessite des bas prix de la nourriture) et devrait prêter plus d'attention à une expansion socialement équilibrée du marché intérieur.

En même temps, cela implique un schéma de politiques d'ensemble visant à garantir la sécurité alimentaire, condition indispensable pour qu'un pays puisse être un membre actif de la communauté internationale, jouissant de la marge indispensable d'autonomie et de capacité de négociation.

Aux plans régional et mondial, cela rend nécessaires des accords internationaux et des politiques qui prennent leurs distances à l'égard des principes libéraux doctrinaires régissant l'OMC, en les remplaçant par des solutions imaginatives et spécifiques pour chaque région et chaque domaine, en prenant en considération les problèmes locaux et les conditions historiques et sociales concrètes.

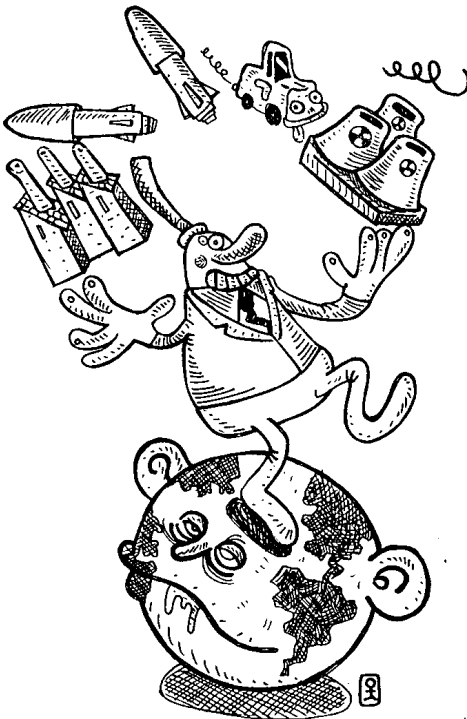
La nouvelle question ouvrière

La population urbaine de la planète représente aujourd'hui environ la moitié de l'humanité, c'est-à-dire au moins trois milliards de personnes, tandis que les paysans constituent pratiquement la totalité de l'autre moitié, à l'exception d'autres groupes réunissant quelques pourcentages statistiquement peu significatifs. Les données sur cette population nous permettent de distinguer entre ce que nous pouvons appeler les « classes moyennes » et les « classes populaires ».

Dans le stade actuel de l'évolution du capitalisme, les classes dominantes, c'est-à-dire les propriétaires légaux des principaux moyens de production ainsi que les hauts gestionnaires impliqués dans leur mise en œuvre, ne représentent qu'une très petite fraction de la popu-

lation mondiale, alors même que la part qu'ils accaparent des ressources disponibles de la société est importante. A cela nous ajoutons les classes moyennes dans le sens traditionnel du terme, les non-salariés, propriétaires de petites entreprises, gestionnaires de rang moyen, qui ne sont pas forcément sur le déclin.

La grande masse des travailleurs et travailleuses dans les secteurs modernes de la production sont des salarié-e-s. Ils constituent aujourd'hui plus des quatre cinquièmes de la population des pays développés. Cette masse est divisée, pour le moins, en deux catégories, séparées par une frontière qui à la fois est visible aux yeux de l'observateur extérieur et véritablement vécue dans la conscience des individus en question.



Il y a d'abord ceux que nous pouvons qualifier de classes populaires *stabilisées*, dans le sens où ils jouissent d'une relative sécurité de leur emploi, entre autres grâce à des qualifications professionnelles qui leur confèrent un pouvoir de négociation avec les employeurs. De ce fait, ils sont souvent organisés, au moins dans certains pays, en syndicats puissants. Dans tous les cas, leur masse leur confère un poids politique qui renforce leur capacité de négociation.

Les autres constituent les classes populaires *précaires* qui comprennent les travailleurs qui sont affaiblis par leur faible capacité de négociation (en conséquence de leur bas niveau de qualification, de leur statut de non-citoyens, de leur race ou de leur sexe), mais aussi les non-salariés (les chômeurs proprement dits et les pauvres qui ont des emplois dans le secteur informel). Nous pouvons appeler cette deuxième catégorie les classes populaires «précaires», plutôt que «non intégrées» ou «marginalisées», parce que ces travailleurs et travailleuses sont en fait parfaitement in-

tégrés dans la logique systémique qui commande l'accumulation du capital.

A partir de l'information disponible pour les pays développés et pour certains pays du Sud (dont nous pouvons extrapoler des données), nous obtenons les proportions relatives de chacune des catégories définies ci-dessus dans la population urbaine de la planète.

Bien que les pays du centre ne regroupent que 18 % de la population de la planète, leur population est urbanisée à 90 % et constitue donc le tiers de la population urbaine du monde.

Les classes populaires forment donc les trois quarts de la population urbaine de la planète, tandis que la catégorie *précaire* forme les deux tiers des classes populaires à l'échelle mondiale : environ 40% dans les pays du centre et 80% dans ceux de la périphérie. Dit autrement, les classes populaires précaires constituent la moitié (pour le moins) de la population urbaine du monde et bien plus que cela dans la périphérie.

Si l'on jette un coup d'œil à ce qu'était la composition des classes populaires urbaines il y a cinquante ans, juste après la Deuxième Guerre mondiale, on constate que leur structure était alors très différente de ce qu'elle est devenue depuis lors.

Dans cette période, la part du tiers-monde dans la population urbaine mondiale - qui s'élevait à environ 1 milliard de personnes - ne dépassait pas la moitié. Elle en constitue aujourd'hui les deux tiers. Les mégalo-poles, comme celles qu'on connaît aujourd'hui dans pratiquement tous les pays du Sud, n'existaient pas encore. On y connaissait qu'un petit nombre de grandes villes, principalement en Chine, en Inde et en Amérique latine.

Dans les pays du centre, les classes populaires ont bénéficié durant la période d'après-guerre d'une situation exceptionnelle qui reposait sur le « compromis historique » imposé au Capital par les classes laborieuses. Ce compromis a permis la stabilisation d'une majorité des travailleurs dans des formes d'organisation du travail connues sous le nom de système industriel « fordiste ».

Dans les pays de la périphérie, où la proportion des précaires a toujours été plus grande que dans les métropoles, elle ne dépassait néanmoins pas la moitié des classes populaires, contre plus de 70 % aujourd'hui. L'autre moitié était, alors, encore constituée par des travailleurs stabilisés, soit dans des emplois propres aux nouvelles économies coloniales et à leur société modernisée [appareil d'Etat, service public, agriculture d'exportation...], soit dans les vieilles structures artisanales.

On peut résumer en une seule statistique la principale transformation sociale qui caractérise la seconde moitié du XXe siècle: la proportion des classes populaires précaires a passé de moins d'un quart

à plus de la moitié de la population urbaine mondiale. Ce phénomène de paupérisation est apparu de plus en plus à une échelle significative dans les pays développés eux-mêmes. Cette population urbaine déstabilisée a passé en cinquante ans de moins d'un quart de milliard de personnes à plus d'un milliard et demi de personnes, soit un taux de croissance qui dépasse tous ceux qui caractérisent l'expansion économique, la croissance démographique ou encore le phénomène d'urbanisation lui-même.

La modernisation de la pauvreté

Il n'y a pas de meilleur terme que paupérisation pour désigner la tendance évolutive dans la deuxième moitié du XXe siècle.

Dans l'ensemble, le fait en lui-même est reconnu et réaffirmé dans le nouveau langage dominant qui fait de la «réduction de la pauvreté» [voir la « décennie de lutte contre la pauvreté », 1996-2007, sponsorisée par la Banque mondiale et divers organismes de l'ONU] un thème récurrent des objectifs que les politiques gouvernementales prétendent atteindre.

Mais cette pauvreté est présentée uniquement comme un fait mesuré empiriquement, soit très grossièrement par la distribution des revenus (les « seuils de pauvreté », fixés à 1 dollar par jour pour l'indigence, 2 pour la pauvreté), soit un petit peu moins grossièrement par des indices composites, tels que celui du développement humain (IDH) proposé par le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). Pourtant, jamais n'a été soulevée la question de la logique et des mécanismes qui engendrent cette pauvreté.

La présentation que nous faisons ici des mêmes faits va plus loin parce qu'elle nous permet précisément de commencer à expliquer le phénomène et son évolution. Les couches moyennes, les couches populaires stabilisées et les couches populaires précaires sont toutes intégrées dans le même système de production sociale, mais elles remplissent des fonctions différentes au sein de celui-ci. Certaines sont bel et bien exclues des bénéfices de la prospérité. Mais les « exclues » n'en sont pas moins un rouage essentiel du système et ne sont pas marginalisées au sens où elles ne seraient pas intégrées fonctionnellement dans le système.

La paupérisation est un phénomène moderne qu'on ne peut absolument pas réduire à un manque de revenu suffisant à la survie. C'est réellement une modernisation de la pauvreté qui a des effets dévastateurs dans toutes les dimensions de la vie sociale.

Durant les « trente glorieuses », de 1945 à 1975, les émigrants des campagnes réussissaient relativement bien à s'intégrer dans les classes populaires stabilisées : ils devenaient des ouvriers



d'usine. Tandis qu'aujourd'hui ceux et celles qui sont arrivés récemment des campagnes, et leurs enfants avec eux, se situent aux marges des principaux systèmes productifs. Cela crée des conditions favorables pour la substitution de solidarités communautaires à la conscience de classe. Quant aux femmes, elles sont encore plus victimes de la précarité économique que les hommes et leurs conditions sociales et matérielles se détériorent. Si les mouvements féministes ont sans aucun doute réussi des substantielles avancées dans le domaine des idées et des comportements, ce sont presque exclusivement les femmes des classes moyennes qui en ont profité, mais certainement pas les femmes des classes populaires paupérisées.

Pour ce qui est de la démocratie, sa crédibilité, et donc sa légitimité, est minée par son incapacité à corriger la dégradation des conditions d'une fraction croissante des classes populaires.

La paupérisation est un phénomène inséparable de la bipolarisation à l'échelle mondiale, un résultat intrinsèque de l'expansion du capitalisme réellement existant qui pour cette raison même doit, par nature, être appelé impérialiste.

La paupérisation au sein des classes populaires urbaines est étroitement liée aux développements qui ravagent les sociétés paysannes du tiers-monde. La soumission de ces sociétés paysannes aux exigences de l'expansion du marché capitaliste favorise des formes nouvelles de polarisation sociale qui excluent de l'accès à l'exploitation de la terre une proportion croissante de paysans. Les paysans qui ont été appauvris ou qui sont devenus des paysans sans terre affluent massivement dans les bidonvilles des grandes villes, à un rythme plus élevé que la croissance démographique. Et, pourtant, tous ces phénomènes sont condamnés à s'aggraver encore, tant que les dog-

mes néolibéraux ne sont pas remis en question. Aucune politique corrective, qui reste à l'intérieur du cadre libéral, ne peut réussir à limiter leur extension.

La paupérisation constitue un défi tant pour la théorie économique que pour les stratégies des luttes sociales.

La théorie économique vulgaire esquive les vraies questions que pose l'expansion du capitalisme. Parce qu'elle substitue à l'analyse du capitalisme réellement existant la théorie d'un capitalisme imaginaire conçu

comme une simple extension continue des relations d'échange (le marché), alors que le système fonctionne et se reproduit à partir de la production capitaliste combinée aux relations d'échange, et pas à partir de simples relations de marché.

En outre, cette substitution est associée, d'une manière désinvolte, à un postulat a priori que ni l'histoire ni aucun argument logique ne confirment : à savoir que le marché se régule de lui-même en produisant un optimum social. De cette manière, la pauvreté ne peut alors être expliquée que par des causes décrétées être en dehors de la logique économique, comme l'explosion démographique ou des erreurs de gestion.

Le lien qui relie la pauvreté au processus d'accumulation lui-même est escamoté par la théorie économique conventionnelle. Le virus libéral qui en émane pollue la pensée sociale contemporaine et annihile la capacité à comprendre le monde, pour ne pas parler de la capacité à le transformer. Malheureusement, ce virus libéral a profondément pénétré les diverses gauches qui se sont constituées depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Les mouvements qui s'engagent aujourd'hui dans des luttes sociales en faveur d'un « autre monde » et pour une mondialisation alternative ne seront capables de concrétiser des avancées sociales significatives qu'à la condition de se débarrasser de ce virus afin de pouvoir élaborer un débat théorique authentique. Tant qu'ils ne se seront pas débarrassés du virus, les mouvements sociaux, même porteurs des meilleures intentions, resteront entravés par les chaînes de la pensée conformiste et prisonniers de projets de solutions inefficaces, ceux-là justement qu'alimente la rhétorique de la réduction de la pauvreté.

L'analyse que nous avons esquissée ici devrait contribuer à ouvrir ce débat.

Parce qu'elle rétablit la pertinence du lien entre accumulation du capital, d'un côté, et le phénomène de la paupérisation sociale, de l'autre. Il y a cent cinquante ans, Marx avait inauguré une analyse des mécanismes sous-jacents à ce lien, mais elle n'a guère été prolongée depuis lors et en tout cas très peu en intégrant une dimension effectivement planétaire.

Samir Amin

1) La rédaction de "A l'encontre" a apporté les précisions suivantes :

Il ne fait pas de doute que la question agraire, la « réforme agraire », a été au centre de la révolution chinoise. Les mesures de répartition des terres dès 1949, puis du « Grand Bond en avant » (1957-58), puis celles de l'organisation des communes qui lui fit suite, puis le démantèlement des communes et un processus de privatisation rampant indiquent à la fois les oscillations et les difficultés de « répondre à la question agraire ». Samir Amin, dans L'avenir du maoïsme (Ed. Minuit, 1981, 149 p.), tout en s'interrogeant sur ouallait la Chine, comme le titre de son ouvrage le laisse entendre, exprimait néanmoins une euphorie que les analyses actuelles de l'histoire du cours des réformes agraires en Chine tendent à sérieusement rabattre. Ainsi écrivait-il : « Mais peut-on aller réellement plus vite qu'on est allé de 1950 à 1978 ? Les maoïstes disaient : « Il vaut mieux aller lentement au socialisme que vite au capitalisme. » Ils avaient tort dans la mesure où l'on va plus vite sur la voie socialiste que sur celle du capitalisme ou du révisionnisme. » (p. 103) A la lumière des évolutions, les torts semblent ici partagés.

Ou encore, à propos du « Grand Bond en avant » et de l'organisation des communes (communes : organisation de la production rurale à trois niveaux : l'équipe, gestion des moyens de production agricole traditionnels ; la brigade, gestion du parc des machines ; et la commune, gestion de la transformation des produits agricoles, du petit outillage et de l'administration), était-il bien raisonnable d'affirmer que le Grand Bond en avant « introduisait dans les campagnes les plus reculées l'apprentissage de techniques modernes » et que « le système [des communes] repose sur la confiance des masses populaires et permettra dans l'avenir le développement d'une production agro-industrielle contrôlée par les travailleurs de la campagne » (p. 68) ?

Peut-on analyser la Chine et l'évolution des relations ville-campagne (réforme agraire et industrialisation avec planification administrative), au cours des vingt dernières années, en mettant l'accent sur le tournant des années 1980, c'est-à-dire la « rupture avec le maoïsme » ? Les éléments de continuité systémique nous semblent ne pas pouvoir être minimisés. Reste qu'un débat sur les réformes agraires, entre autres celles de la Chine et d'autres pays, est d'une actualité que Samir Amin, à juste titre, souligne dans cet article.

En décembre 2003, dans le numéro 150 d'A Contre Courant, nous avons fait paraître "la déclaration de Carabelle" fondant le réseau de groupes et collectifs locaux de "Convergence AntiCapitaliste" (CAC) dont les premiers signataires sont : L'Abeille Rouge 2, Square J. Chéret - Paris (75), A Contre Courant Syndical et Politique BP 2123 Mulhouse (68), Ballon Rouge BP 100 Aubagne (13) et le Mouvement Social et Alternative Politique Faugères (07).

Pris par des délais de fabrication, c'est sans attendre les derniers amendements éventuels que nous reproduisons ci-dessous le "4 pages" (qui n'en fait ici que deux, réduit par le style de maquette d'ACC et le retrait d'un texte déjà paru dans ACC n°150, à savoir l'édito intitulé "Le loup et ses rabatteurs") sur le thème de l'extrême-droite, première production du CAC qui comprend deux textes et un petit édito qui les introduit.

Pour tout contact : Convergence AntiCapitaliste c/o Ballon Rouge BP 520 13681 AUBAGNE cedex Tél/Fax : 04 42 03 88 88

Laborieux mais Les loups sont entrés dans PACA opiniâtres !

Convergence Anticapitaliste est née du souhait de nombreux groupes locaux, collectifs ou bulletins indépendants de se rencontrer et travailler ensemble. C'est le sens contenu dans la déclaration liminaire de Carabelle du 2 novembre 2003, signée par les 4 groupes : Ballon Rouge, ACC, le MSAP et l'Abeille Rouge. Depuis des contacts ont été pris avec les Amis de l'Emancipation Sociale (Franche Comté), d'autres groupes et réseaux français (...) ou étrangers.

Un réseau, ce sont des contacts très réguliers, des échanges d'informations et d'analyses, ce sont des initiatives prises en commun. Le groupe parisien de l'Abeille Rouge a ainsi proposé que nous initiions une campagne autour de l'augmentation des salaires. Nous y reviendrons certainement car la dégradation de la situation salariale des travailleurs depuis 20 ans est terrible et mérite une riposte. De son côté, le MSAP nous a alerté sur la répression policière dont est victime l'un de ses membres, Jean-Pierre Kauffmann. Nous avons organisé avec nos forces et moyens une action de solidarité à l'attention de ce militant poursuivi.

Mais un réseau c'est aussi, pour formaliser dans la durée ses relations, l'édition d'un bulletin commun. C'est pourquoi nous avons voulu éditer 4 fois par an un 4 pages thématique auxquels contribueraient nos différents groupes. A Carabelle, nous avons décidé de présenter une confrontation de nos analyses sur l'extrême droite à la veille des élections régionales et cantonales de mars, ses conséquences sur les politiques menées, ses effets sur le jeu électoral. Nous tenons ce que nous avons promis.

CAC reste un espace ouvert et souhaite que d'autres groupes puissent se reconnaître et s'inscrire dans la démarche fédérative que nous avons initiée. Tel est le sens que nous donnons à ce premier bulletin.

A chaque échéance électorale, le débat politique est pollué par la présence de l'extrême droite. Le discours des «politologues» sur le vote protestataire a fait long feu. Le marketing populiste, partie émergée du programme fasciste, produit des slogans qui rencontrent un certain écho dans la société. La "renaissance" de l'extrême droite ne doit rien au hasard, plus que sa force, ce sont nos faiblesses qu'elle révèle.

Mais le danger fasciste ne se réduit pas à l'audience électorale du Front national. Depuis 20 ans, son poison s'est répandu dans les discours et pratiques politiques de ses pseudo-détracteurs. Entre les alliances infâmes avec certaines forces de droite et les triangulaires qui volaient au secours d'une gauche dont les dérives exaspèrent l'électorat populaire, les stratégies politiciennes des uns et des autres ont fait un pont d'or aux amis de Le Pen.

Quand l'extrême droite constitue une menace réelle

Depuis 98, Michel Vauzelle préside le conseil régional en s'appuyant sur une majorité toute relative puisque toute la gauche réunie ne dispose que de 47 sièges, la droite 40, les non-inscrits 3sièges et l'extrême droite 32 sièges. Une telle assemblée ne peut être gouvernée que dans le compromis permanent avec les forces de droite qui n'hésitent pas à l'occasion à mêler leurs voix à celles d'une extrême droite qui s'est faite plutôt discrète comme pour mieux attendre son heure. Discrète, mais omniprésente dans une région où elle a déjà fait ses « preuves » à la tête de 4 villes dans 3 départements, sans oublier le transfuge Jacques Peyrat qui dirige Nice au nom de l'UMP sans avoir rien renié de son passé au FN. Les dégâts sont déjà importants, on n'a pas oublié l'assassinat de Ibrahim Ali, et même si Toulon et Vitrolles se sont secouées après la gueule de bois, la bête n'est pas prête à lâcher prise.

Nous avons le triste privilège d'être la région qui a vu atterrir, puis s'écraser le clan Mégret. Le Pen en a fait son objectif et mathématiquement, il y a de quoi avoir quelque inquiétude : au second tour de la présidentielle de 2002, Le Pen avait recueilli 27,69% des voix. Aux élections régionales de 1998, le FN avait obtenu 26,52% (avant la scission avec le clan Mégret). Même si ces résultats ne permettent pas de présager le résultat de l'élection à venir, personne ne peut considérer que le danger est écarté.

Quand l'extrême droite influence une politique qui...nourrit l'extrême droite

Les idées portées par l'extrême droite ont irrigué d'autant plus facilement des franges importantes de la population que les partis politiques de droite comme de gauche n'ont jamais cessé de s'en inspirer :

- les politiques sécuritaires qui se sont succédés depuis 20 ans
- les camps de rétention des immigrés en instance d'expulsion
- le refus de régulariser les sans-papiers, les expulsions et reconduites aux frontières
- la soumission des politiques aux exigences du Medef, la liquidation des

acquis sociaux, la remise en cause des retraites, l'infâme réforme des Assedic, l'instauration du RMA, les privatisations, les licenciements collectifs, le chômage et la précarisation de l'emploi

- la destruction des services publics, de l'école, du système de santé

Après les calamiteuses années Jospin, l'offensive violente menée par Raffarin, Sarkozy et Seillère, sert de toile de fond aux notables locaux qui se plaisent à dérouler le tapis rouge à des patrons de plus en plus exigeants alors que le taux de chômage tient des records nationaux. Les plans «villes propres» succèdent aux «plans sécurité»...et le clientélisme se porte bien ! Dans ce contexte de régression sociale, le ventre est encore fécond....

Quand Le Pen sert d'épouvantail pour rabattre des voix

Le 21 avril 2002 n'a pas consacré une victoire historique de l'extrême droite: les voix de Le Pen et Mégret réunis n'ont pas dépassé les voix de l'extrême droite aux présidentielles de 1995. C'est l'effondrement du parti socialiste qui a constitué l'événement essentiel du 21 avril. Mais il est plus facile de s'en prendre aux électeurs qui auraient dispersé leurs voix, plutôt que de faire le bilan du gouvernement Jospin. La ficelle est grosse: il ne faut plus poser de questions sur l'incapacité des politiques à faire reculer la misère et la pauvreté, ne plus poser de questions sur la relégation des quartiers pauvres, sur l'overdose sécuritaire, sur la délinquance des puissants... «N'exercez plus votre sens critique, ne votez plus pour vos idées, votez pour des partis «sérieux»... sinon vous feriez le jeu de Le Pen». Nous ne pouvons pas nous laisser plomber par ce chantage, l'élection régionale est un moment du débat politique, la modification du scrutin a déjà fortement réduit les possibilités de présenter des listes émergentes. Il faut combattre les partis d'extrême droite, mais pour les faire reculer durablement, il faut aussi combattre les choix politiques qui les nourrissent, il faut rassembler un large front anticapitaliste.

Jean-Paul Mignon

Bonnet blanc et blanc bonnet ?

C'est un fait entendu : Chirac n'aura été réélu en 2002 pour faire barrage à Le Pen que pour appliquer lui même une partie du programme du FN - au prétexte bien évidemment de lui couper l'herbe sous le pied. Faut-il alors aujourd'hui, un peu à la manière de Duclos renvoyant dos à dos les candidats de droite à la présidentielle de 1969 en les qualifiant de «blanc bonnet et bonnet blanc» poser une équivalence du même ordre entre «droite extrême et extrême droite» ?

L'extrême droite n'a pas le monopole de l'extrémisme de droite. Telle pourrait être la devise du gouvernement Sarkozy qu'on nous prépare. Il n'est certes pas possible de revenir en détail sur les deux années d'activisme anti-social du ministre Raffarin, mais quelques unes des mesures les plus marquantes révèlent la brutalité d'une politique qui, sous couvert du mot «réformes» organise la rapine des biens publics, le démembrement des droits sociaux, l'étranglement des libertés individuelles et collectives, la répression policière et la sanction carcérale de la misère sociale, les éruptions poujadistes anti-fonctionnaires, une justice d'exception, la consolidation de la xénophobie d'Etat - et ce, dans l'acquiescement d'un très grand nombre, la résignation ou l'exaspération impuissante des opposants, l'indifférence bienveillante -ou non- de la grande majorité.

Il n'y a pas si longtemps, un ancien ministre socialiste pouvait encore dénoncer la lepenisation de l'Etat et des esprits, la mobilisation des sans-papiers se faire sur "l'abrogation des lois Pasqua-Debré" (reprise par le candidat socialiste Jospin durant la campagne législative de 1997), celle des SDF - à travers les occupations d'immeubles vides- sur la dénonciation en actes de la violation du «droit au logement» et celle des chômeurs obtenir du gouvernement à défaut du relèvement des minima sociaux «la prime de Noël» revendiquée par les comités marseillais. Désormais, la ligne de conduite des oppositions aux droites patronales et gouvernementales semble se ranger à la nécessité de faire le gros dos dans l'espérance d'improbables jours meilleurs ! En attendant donc, les charters décollent, l'aide médicale d'Etat aux sans-papiers est supprimée, le RMI devient RMA, un régime de police (espaces publics vidéosurveillés, citoyens contrôlés et fichés, militants réfractaires embastillés) se substitue à «l'Etat de droit» en sapant ses fondements mythologiques (séparation des pouvoirs et respect des droits de l'homme), et ce, sans qu'aucune de ces mesures ne parvienne à cristalliser une réelle mobilisation sociale - hormis les cercles usuels de pétitionnaires et les effets de manches télévisuels de quelques médiatiques (tribune de presse, conférence de presse, communiqué de presse).

A l'approche des régionales, l'extrême droite prétend donc une nouvelle fois occuper le centre du débat public en imposant aux autres formations politiques non seulement ses thèmes de campagne (immigration, corruption, délinquance, délocalisations, identité nationale...) mais surtout la manière des les poser voire les solutions à leur apporter. C'est à qui sera plus répressif que les sécuritaires, plus visiblement laïc que les ostensibles anti-voiles, plus national que le Front National. L'extrême-droite remplit ainsi assez bien les rôles dont, dans son état de décomposition, le système politique a besoin : celui d'un repoussoir qui par chantage fait tenir l'ensemble institutionnel; celui d'une formulation extrémiste de politiques immédiatement dénoncée, qui masque sa mise en œuvre dans des formes à *peine* euphémisées, celui d'un épouvantail qui menace la démocratie française, mais permet de dissimuler les atteintes quotidiennes portées par l'Etat aux droits et libertés individuels et par le patronat à deux siècles de conquêtes sociales ; celui d'une prétendue alternative qui se pose en rupture avec les lignes de force de l'ordre dominant alors qu'elle n'en est que la continuité radicalisée. Que fait elle d'autre, l'extrême droite, quand, ailleurs en Europe (Italie, Pays-Bas, Autriche) ou ici en France au niveau régional, elle soutient ou participe au pouvoir sinon co-gérer ces politiques?

Ce n'est qu'en dévoilant les équivoques et le double jeu hypocrite que remplit le FN dans le paysage politique français; ce n'est qu'en récusant les thèmes du débat public actuels et les catégories avec lesquelles ils sont posés par les partis attachés à la conservation du système capitaliste actuel ; ce n'est qu'en reposant, en pratique et selon des termes adaptés aux circonstances actuelles, le projet politique de l'émancipation des travailleurs; ce n'est qu'en organisant les luttes contre l'exploitation du travail, contre tous les courants politiques réactionnaires (néo-fascistes, conservateurs, libéraux, sociaux-libéraux), contre toutes les formes de domination qu'il sera possible de redessiner un horizon de rupture avec l'ordre social dominant.

Jean-Michel Delaye

Façon de voir

Le prisme de la solidarité

L'air du temps, c'est le libéralisme débridé; les dérégulations et les privatisations à tout crin avec leur cortège de restructurations, fusions; les agressions répétées contre les services publics; les atteintes au droit et aux conditions de travail; l'exclusion sociale et son corollaire: l'extension de la pauvreté et de la misère; le flicage de plus en plus maillé générateur de rétrécissement progressif des libertés individuelles... L'air du temps c'est la marche lente mais programmée vers une société de plus en plus inégalitaire où l'injustice économique et sociale règne en maîtresse et où les plus faibles, les plus démunis sont marqués du sceau de la dangerosité. C'est aussi, devant les défaillances accentuées de l'Etat face au délabrement social auquel il contribue largement d'ailleurs en parfait soutien de grand patronat, l'appel à la solidarité, solidarité aux forts relents de charité. D'où les campagnes largement relayées par les médias: Restos du cœur, Aides aux sans-domicile, mais aussi opérations non dénuées d'arrière-pensée, telle celle des "pièces jaunes" lancée par Bernadette Chirac, les soirées "Vieux" à l'hôpital où l'on sollicite là encore la générosité, ou encore l'aide en faveur des enfants malades, handicapés. C'est aussi bien sûr le célèbre Téléthon, devenu au fil des ans une véritable course au record: fera-t-on mieux cette année que l'an passé? Et que dire des multiples appels au fric expédiés via la poste par les associations, fondations en tout genre...

Tout cela constitue la version "ouverte" de l'opération Solidarité. C'est la transparence même, sauf parfois pour la gestion des fonds récoltés. Mais il existe une autre facette, plus discrète, pour tout dire masquée, celle dont on parle peu et dont certains voudraient bien qu'on ne parle pas du tout et qui sont souvent les mêmes qui soutiennent les opérations "ouvertes". Cette solidarité-là n'est pas sollicitée, elle est imposée, à son insu, au citoyen qui en sera victime. Cette opacité-là, c'est le domaine des Affaires, des Scandales financiers.

Revenons, brièvement, sur l'exemple que nous fournit, pour la deuxième fois d'ailleurs, le Crédit Lyonnais⁽¹⁾. 1991: Le Crédit Lyonnais rachète la compagnie d'assurance américaine Executive Life, au bord de la faillite. La banque étant encore publique à cette date, la garantie donnée par les acheteurs est donc représentée par les contribuables. Mais voilà qu'en 1992, une loi américaine interdit à une banque de posséder plus de 25% d'une compagnie d'assurance. Le Crédit Lyonnais cherche alors un soutien

qu'il trouve en la personne du milliardaire François Pinault, l'un de ses plus gros clients, ami intime de Chirac. Le Crédit Lyonnais et F. Pinault créent une holding au doux nom d'Artemis qui rachète Executive Life. Coût de l'opération: 2 milliards d'euros financés par le Crédit Lyonnais, donc par les contribuables. Dix ans plus tard, une juge californienne ramène l'affaire sur le tapis, considérant qu'il y a clairement de la tunc à ramasser.

1) un premier accord est trouvé: 440 millions d'euros et l'Etat français peut arrêter les poursuites, au civil comme au pénal. Mais F. Pinault, agissant de son côté, pense s'être prémuni d'éventuelles sanctions en participant lui-même à l'enquête. Pourtant si la France signe

l'accord, il risque tout de même des ennuis. Alors il se tourne vers son grand ami et... tout d'un coup la France refuse la main tendue par les yankees.

2) Ce refus risque de mener à un procès qui pourrait bien se solder pour la France par une amende de 7,5 milliards d'euros, payables évidemment par les 17 millions d'assujettis à l'impôt, soit pour chacun d'eux la bagatelle de 411 euros. Chirac soutient Pinault et s'exprime par la voix de Raffarin. Tout cela sent tellement le scandale que la presse proche du cercle chiraquien se sent obligée de porter l'information dans le public, à contre-cœur sans doute, mais en prenant des gants quand même;

3) Rebondissement. Les temps sont durs pour le gouvernement: Raffarin est alors au creux des sondages, les élections régionales approchent, suivies des européennes; bref, la période vire au gris. Alors devant le possible éclatement au grand jour du scandale, l'amitié fait relâche: Chirac fait comprendre à son copain qu'il doit y mettre du sien, sa France est en péril. Pinault, la mort dans l'âme, accepte alors le sacrifice - Oh! relativement modeste pour le patron du Printemps, de la FNAC, d'une partie de TF1, du Point, entre autres... - de déboursier après l'accord du 11 décembre dernier, la somme de 170 millions d'euros. La France, elle, ne déboursera que... 460 millions, soit 27 euros par contribuable.

4) Ouf! lancera-t-on. Minute! Ceci n'est que le côté pénal de l'affaire. La justice californienne a bien précisé que lors du procès civil qui doit suivre en 2005 elle se montrerait gourmande, pas moins de 2,4 milliards de dollars seront réclamés à la France. Citoyens, il va falloir remettre la main au porte-monnaie.

Quelle leçon tirer de cette forme de solidarité forcée? F. Pinault a établi sa fortune grâce aux prêts que l'Etat lui a consentis par le biais du crédit Lyonnais alors banque publique. Certes il ne fut pas le seul à bénéficier des fonds publics⁽²⁾. Mais lui a montré une aptitude particulière dans la privatisation des bénéfiques et la nationalisation des pertes, au point de croire que l'Etat accepterait de payer les 7,5 milliards - ce qui serait arrivé si 2004 n'était pas une année électorale - pour lui éviter de déboursier quelques picaillons. Ainsi donc cette forme de solidarité contraint les contribuables à payer pour les frasques d'un milliardaire qui, compte tenu de ses amitiés particulières, ne risque pas, lui, de se voir porter des oranges, même



**'Y A PUS
DE POGNON !**
**'Y Z'ONT
TOUT
DÉPENSÉ !**

La biographie non autorisée de George W. Bush

derrière des barreaux dorés. Au jeu du poker menteur, je gagne, j'encaisse; je perds, tu paies. Rien de bien nouveau en somme sous le ciel brumeux du capitalisme triomphant, fief de crapules, escrocs et autres voyous.

Nous affirmons qu'il existe heureusement une autre réalité de la solidarité. A celle-là nous adhérons sans hésiter, récusant du même coup les deux aspects ci-dessus évoqués : le charitable et le crapuleux.

Cette solidarité-là est humaine, de combat, classiste, pourrait-on dire. Humaine car elle prétend soutenir, aider l'individu rejeté, exclu de l'aire sociale, pour lui éviter de devenir un paria après avoir été un travailleur participant à la production de richesses que s'approprie le capitaliste. De combat car elle suppose l'organisation collective de la lutte pour la défense de l'emploi, du salaire, des conditions de travail, de la dignité... De classe aussi, car au-delà de la défense des intérêts immédiats, c'est de la prise de conscience d'appartenir aux couches exploitées qu'il s'agit, c'est à dire d'avoir le capitalisme dans la ligne de mire, et comme vision la perspective d'une société libérée de la propriété privée des moyens de production et de la prise en charge par les travailleurs eux-mêmes du procès de production. La solidarité, comprise comme l'intérêt commun, s'affirmera alors sous la forme de l'auto organisation, de l'autogestion, dans un système fédératif rejetant la construction verticale de la société qui autorise la mainmise d'une minorité sur tous les pouvoirs.

Certes il y a beaucoup de chemin à faire et les échecs ouvriers des dernières décennies correspondent à un réel recul du mouvement social. Et pourtant, on l'a encore vu au printemps 2003, des mobilisations sont toujours possibles, parfois déterminées et porteuses d'avenir. Somme toute, cette solidarité-là est quelque peu empreinte de subversion, non ? C'est pourquoi elle aura toujours des adeptes.

J.F.

1) On pourra lire avec un plaisir certain l'article intitulé "Le Pinaulton" paru dans le n° 1341 du Monde Libertaire et dans lequel cette brève a puisé une part de l'information*

2) Faut-il rappeler l'intrusion de l'Etat français dans le secteur privatisé par l'achat partiel d'Alstom, proche de la faillite, à hauteur de 300 millions d'euros (31,5% du capital) – sur le dos, là encore, des contribuables – ce qui, dans ce cas comme dans l'autre contredit le discours libéral.

Il y a les biographies de George W. Bush écrites par les communicants de la Maison-Blanche ou les journalistes « amis ». Et il y a *Le Cartel Bush*, la biographie non autorisée. Celle qui explore en détail l'entourage du président des États-Unis, ses affaires, ses retournements de veste, le financement de ses campagnes électorales, son addiction à la cocaïne... L'auteur, James Hatfield, fut menacé par deux proches conseillers du président devant témoins et retrouvé peu après, mort, dans un motel. La police assure qu'il s'est suicidé. Sa famille prétend qu'il a été assassiné. Ce document exceptionnel a été traduit en français. Le Réseau Voltaire en assure la diffusion exclusive en France.

En pleine campagne électorale aux États-Unis, St Martin Press publiait une biographie détaillée du candidat George W. Bush. L'auteur, qui avait réalisé un travail de fourmi, n'ignorait rien de la famille Bush et de junior. Il avait bénéficié dans son enquête de l'aide de Karl Rove (actuel secrétaire général de la Maison-Blanche) qui croyait aider à la rédaction d'une biographie de complaisance. L'ouvrage intitulé *Fortunate Son, G. W. Bush and the Making of an American President*, fit immédiatement la « une » des journaux, fut choisi comme best-seller par le *New York Times* et souleva une intense polémique.

Il s'agit d'un document exhaustif sur l'homme, sa famille et son entourage, ses affaires et sa carrière politique, ses retournements de veste et le financement de ses campagnes électorales. Bien qu'il soit écrit sur un ton mesuré et s'attache à comprendre la personnalité de George W. Bush, il présente une vision terrifiante de la vie publique états-unienne.

Pourtant de cet imposant travail, on ne retint qu'un passage secondaire, mais sensible : le candidat Bush avait été arrêté pour détention de cocaïne, en 1972. Or, selon les lois locales, ce délit aurait dû lui valoir une privation de droits civiques, il n'aurait donc pas dû avoir le droit de se présenter au gouvernement du Texas et à la présidence des États-Unis.

Ce sont en réalité bien d'autres détails qui provoquent la colère des Bush. Notamment, un passage relatif à la société Arbusto (devenue ultérieurement Harken Energy) dont George W. fut le directeur. On y apprenait que, par l'entremise d'un homme de paille, cette société était la propriété d'un certain Salem Ben Laden, frère aîné d'Oussama. Mais à l'époque, la presse ne comprit pas l'importance de cette information.

Quoi qu'il en soit, la famille Bush se déchaîna contre le livre et son auteur. Elle révéla les erreurs de jeunesse de ce dernier, qui lui valurent de faire de la prison, et s'employa à le discréditer. Simultanément, elle exerça de fortes pressions sur l'éditeur jusqu'à obtenir le retrait et la destruction des presque 100 000 exemplaires disponibles.

James Hatfield, récupéra ses droits sur le livre et le fit rééditer par un éditeur marginal, Soft Skull Press, alors que George W. venait de s'installer à la Maison-Blanche. Karl Rove (secrétaire général de la Maison-Blanche) et Clay Johnson III (alors assistant personnel du président) intentèrent un procès en diffamation et obtinrent le retrait conservatoire du livre. En définitive, il fut autorisé à la vente, sans coupes, mais après le retrait de la préface originale.

Ayant échoué dans leurs démarches, Rove et Johnson menacèrent devant témoin Hatfield de le liquider, lui et toute sa famille, s'il persistait à diffuser son ouvrage. Il fut retrouvé peu après, mort, dans un motel. La police assure qu'il s'est suicidé, tandis que sa famille prétend qu'il a été assassiné.

Ce document a été traduit en français et publié en Suisse par les Éditions Timéli, dirigées par Sandro Cruz, administrateur du Réseau Voltaire et directeur du site RedVoltaire.net. Jean Ziegler et Thierry Meyssan l'ont préfacé. Seth Tobocman, le caricaturiste de *Village Voice*, l'a illustré. Sander Hicks, Robert-James Parsons, David Cogswell et Federico Fasano Mertens l'ont enrichi d'introductions et de post-scriptum. Présenté le 10 octobre au Club de la presse de Genève, sous le titre *Le Cartel Bush ou l'itinéraire d'un fils privilégié*, il n'a été diffusé en librairie qu'en Suisse. Le Réseau Voltaire en assure la diffusion exclusive en France (commande possible sur le site du Réseau Voltaire : www.reseauvoltaire.net).

Le Cartel Bush ou l'itinéraire d'un fils privilégié. Comment fabrique-t-on un président des États-Unis ? par James Hatfield. Préfaces de Jean Ziegler et Thierry Meyssan. 444 p., ill., index. Éditions Timéli, Genève, 2003. ISBN 2-940342-01-6. Prix conseillé : 24 euros.



Dans le cadre de nos échanges avec la revue "Alternative Libertaire", nous publions ci-dessous un article paru dans le n° 126 (février 2004) de ce mensuel. (Site : www.alternativelibertaire.org Abonnement un an : 25 euros. Chèque à l'ordre d'"Alternative libertaire" BP 177 75967 PARIS cedex 20 "Alternative Libertaire" est aussi disponible dans les maisons de la presse des villes grandes et moyennes, ainsi que dans les gares parisiennes). Ce texte, consacré à l'assurance maladie, fait suite à d'autres que nous avons déjà publiés sur ce thème dans nos précédents numéros. Ainsi, dans le n°151 (Janvier 2004), nous avons fait paraître un tract intitulé "La santé est droit fondamental !" rédigé et diffusé par "Les amis de l'Emancipation Sociale". Vous pouvez obtenir la version électronique de ce tract sur simple demande à courrier@acontrecourant.org

Assurance maladie

On ne perd que les batailles qu'on ne mène pas !

La destruction programmée de la Sécurité sociale par le gouvernement ne suscite pour le moment pas de riposte sociale à la hauteur des enjeux. Et pourtant, c'est notamment sur ce terrain que devront se livrer les luttes sociales à venir.

C'est dans le contexte particulier de la Libération que la Sécurité sociale est créée en 1945. Elle était, avec la nationalisation d'importants secteurs de l'économie, l'une des principales revendications du Conseil national de la Résistance et fera l'objet d'un compromis négocié par le Parti communiste pour faire déposer les armes aux milices populaires et «retrousser les manches» aux travailleur(se)s. Elle sera ainsi l'une des contreparties à la restauration de l'État bourgeois, concédé face à l'éventualité d'une poussée sociale trop forte et potentiellement révolutionnaire.

Mais dès sa création elle devient pour le patronat une conquête sociale à abattre car elle est porteuse, dans une société dominée par le capitalisme, de valeurs alternatives: socialisation des moyens et satisfaction égalitaire des besoins.

Depuis, les attaques contre la Sécu n'ont pas cessé :

Les Ordonnances de 1967, notamment, remettent en cause la gestion par les représentant(e)s élu(e)s des sala-

rié(e)s (3/4 du conseil d'administration, le 1/4 restant aux élus des employeurs) en instituant le paritarisme⁽¹⁾ (moitié salariés, moitié employeurs) et en instituant la séparation en trois gestions distinctes⁽²⁾ (maladie, famille, vieillesse).

Depuis les années 70, le niveau des prestations n'a cessé de diminuer (taux de remboursement maladie, allocations familiales, pensions de retraites). Ainsi, la France est aujourd'hui l'un des pays d'Europe où les dépenses de santé restant à la charge de l'assuré sont les plus lourdes.

La tutelle de l'État introduite par les Ordonnances de 67 n'a cessé de se renforcer jusqu'aux Ordonnances Juppé en 1996, imposant le vote du budget de la Sécu au Parlement et la mise en place des ARH (Agences régionales d'hospitalisation).

Remboursement à trois vitesses

Le projet de contre-réforme de la Sécu mené actuellement par le gouvernement est d'une plus grande ampleur que ce qui s'est fait jusqu'à maintenant. Il vise au démantèlement complet de l'assurance maladie par la mise en place d'un système à trois niveaux :

Un premier niveau pour la couverture minimale (sur le modèle de l'actuel Cou-

verture maladie universelle), correspondant à un régime de sécurité sociale obligatoire couvrant les maladies graves.

Un second niveau, constituant un régime complémentaire facultatif, pour les soins les plus courants.

Un troisième niveau couvrant les soins non pris en charge par les deux premiers niveaux. Une surcomplémentaire pour ceux qui en auront les moyens.

Avec l'instauration de ces trois niveaux de couverture maladie, où les plus riches seront les mieux soigné(e)s, c'est le principe égalitaire d'accès aux soins gratuits pour tou(te)s, que la Sécu tentait de réaliser⁽³⁾, qui se trouve profondément remis en cause.

Les objectifs poursuivis par le projet du gouvernement s'inscrivent dans la logique libérale actuelle :

Réduire le coût du travail en allégeant les cotisations "employeurs" pour les reporter sur les salarié(e)s⁽⁴⁾. Ainsi la part "employeur" se limitera au régime obligatoire (1^{er} niveau).

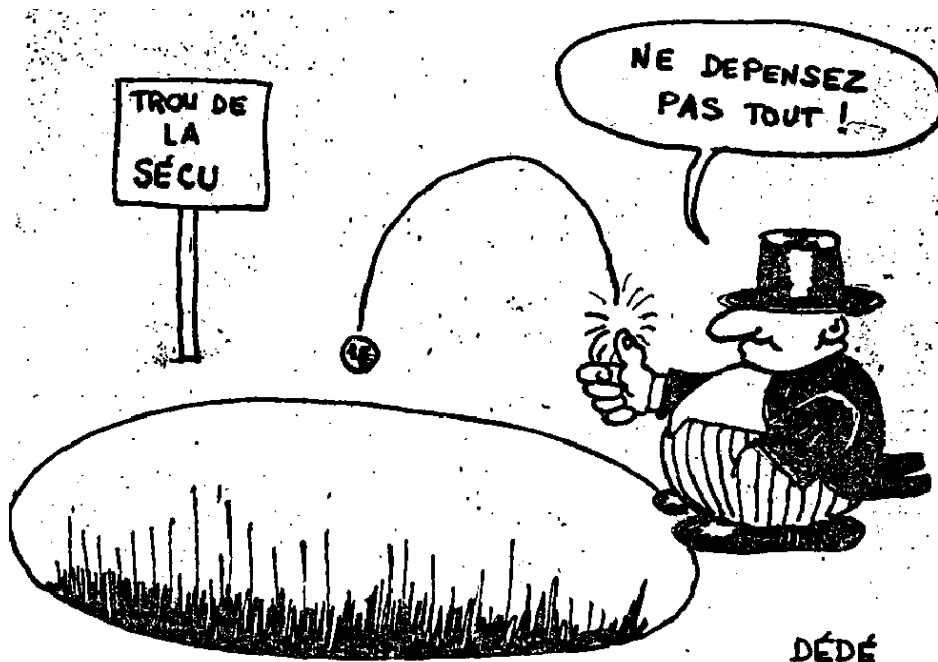
Diminuer la part du salaire socialisé (cotisations sociales) au profit du recours individuel à l'assurance (dans une logique comparable à la réforme des retraites avec la capitalisation), mais aussi, au profit de la fiscalisation (la CSG instituée par la gauche "poubelle" a été le premier coin enfoncé dans le système).

Combiner cette contre-réforme avec celle de l'hôpital public, dont le financement est à 100% pris en charge par la Sécu. Ainsi le projet "Hôpital 2007" se résume à confier au privé les soins les plus rentables et au public les plus coûteux.

Riche et en bonne santé

À de nombreuses occasions déjà le gouvernement nous a fait la démonstration qu'il était le chef de guerre du Medef dans la lutte de classes qu'il pratique sans scrupule, laissant à d'autres le "politiquement correct". Cette attaque contre la Sécu en donne une nouvelle démonstration.

Sur le terrain des valeurs, il s'agit de briser les notions de solidarité et de socialisation qu'incarne la Sécu. Le mot d'ordre des fondateurs de la Sécu a été «À chacun selon ses besoins», le mot d'ordre de la contre-réforme est «À chacun selon ses moyens», et l'assistance



DÉDÉ

pour les pauvres. Bien que le projet soit déjà largement engagé, la riposte à cette attaque d'ampleur reste à venir, et plusieurs obstacles sont à surmonter :

La méthode employée par le gouvernement. En associant les directions syndicales dans une phase de pseudo concertation, le gouvernement veut neutraliser l'action de mobilisation des travailleurs et des travailleuses.

L'échec de la lutte contre la réforme des retraites y est aussi pour quelque chose. Cet échec a rendu méfiant sur la volonté des appareils syndicaux à mener une lutte dure que chacun estime nécessaire pour faire reculer le pouvoir. Il ne s'agit pas de refaire un baroud d'honneur.

La campagne médiatique orchestrée par le gouvernement sur la crise financière de la Sécu cherchant à faire croire qu'une réforme est nécessaire et quelle conduira à des sacrifices⁽⁶⁾.

L'absence de combativité dans le secteur de la protection sociale⁽⁷⁾ (en comparaison de la combativité manifestée dans d'autres secteurs professionnels attaqués par le pouvoir: Éducation, Santé, Culture, SNCF).

Pourtant rien n'est encore joué. On ne perd que les batailles qu'on ne mène pas... jusqu'au bout.

Un véritable travail d'information, d'analyse et de proposition est à mener sur l'enjeu de la contre-réforme de l'assurance maladie afin de permettre une mobilisation d'envergure nécessaire pour faire reculer le gouvernement, et au-delà, pour se réapproprier la Sécu en préalable à sa refondation plus solidaire, plus égalitaire... libertaire en somme.

Charlie (syndicaliste de la protection sociale)

1. Avec les Ordonnances de 67, les représentant(e)s ne sont plus élu(e)s mais désigné(e)s par les syndicats ouvriers et par les organisations patronales. Les élections sont rétablies en 82 mais celles devant avoir lieu en 89 sont toujours reportées.

2. Une séparation pour affaiblir la Sécu car, compte tenu de son budget, elle était plus puissante que l'État (malgré un secteur nationalisé encore important). En effet, qu'aurait-on à objecter si les assuré(e)s, qui géraient eux/elles-mêmes la Sécu, demandaient à contrôler la finalité de la production, de l'enseignement, à revoir les fondements de la hiérarchie sociale, de la répartition des richesses ?

3. Dans les faits ce principe est déjà mis à mal par les réformes successives qui ont précédé. Ainsi les fondateurs de la Sécu seraient bien dépités de constater qu'aujourd'hui l'espérance de vie moyenne (en tant que finalité de l'assurance maladie) est plus importante à Nice qu'à Roubaix, pour les cadres que pour les ouvrier(e)s, et que cet écart a augmenté.

4. Ces cotisations, dites patronales, représentent pourtant du salaire différé. Ainsi cet escamotage de salaires dégradera davantage encore l'état de la répartition des richesses qui en trente ans a fait considérablement baisser la part revenant au travail.

5. Seul le 1^{er} niveau de couverture maladie sera obligatoire. Les 2 autres niveaux étant facultatifs. Pour le deuxième niveau des incitations fiscales à souscrire (du genre impôt négatif) sont envisagées laissant l'assuré libre... de ne pas le faire.

6. Le déficit de la Sécu a été de 6 milliards d'euros en 2002 et de 10 milliards en 2003. Il est à mettre en correspondance avec le détournement de 20 milliards d'euros par an qu'opère l'État (taxes sur le tabac et l'alcool, sur l'industrie polluante, sur les primes d'assurance auto) et les exonérations massives de cotisations sur les bas salaires dont bénéficient les patrons.

7. Il est d'ailleurs à première vue paradoxal que ce secteur administré principalement par les syndicats traditionnels (CFDT, CGT, FO, CFTC, CGC), depuis que le Medef refuse de siéger dans les conseils d'administration, soit si peu mobilisé sur cet enjeu. En fait, la protection sociale est un secteur syndicalement sinistré, dans lequel les syndicats traditionnels ont sacrifié l'intérêt des travailleur(se)s de la Sécu aux répercussions financières de leur participation à la cogestion du système. Ainsi les niveaux de salaire, auparavant avantageux, sont aujourd'hui parmi les plus bas. Le taux de syndicalisation, lui aussi auparavant très largement supérieur à la moyenne nationale, ne dépasse pas aujourd'hui 6% (pour 8 à 9 % nationalement).

Des comités de défense de la Sécurité sociale se sont créés dans plusieurs villes et régions. Des exemples à suivre ! Nous reprenons ci-dessous des extraits d'un appel émanant du 94.

Au-delà de nos sensibilités ou appartenances politiques, nous avons voulu créer, à l'instar de nombreuses villes ou régions un:

COMITE DE DEFENSE DE LA SECURITE SOCIALE

Un front de réaction émerge. La conscience citoyenne grandit et s'élève contre les velléités de privatisation des soins, contre la mainmise par les assurances privées sur la sécurité sociale (...)

« Ou bien, tout a un prix, ou bien, une dignité... » (Kant)

« Santé, éducation, culture participent à notre identité »

150 milliards d'euros (annuel) échappent au marché. Le trou de la sécurité sociale redevenu « abyssal » ! représente 6,5 % dans lesquels figurent, et les pertes en cotisations des allègements de charge, les non-recouvrements d'URSSAF de grandes entreprises, le non-reversement de taxes perçues par l'Etat et devant financer la santé (taxe sur le tabac, l'alcool, l'essence...). Le « trou » est surtout comptable, voulu et désirable... ! Plus 1% sur les salaires = 3 milliards € ; 100.000 chômeurs de moins = 1,3 milliards d'euros.

La progression des dépenses de santé est inférieure à la progression du Produit Intérieur Brut. (...)

Depuis 20 ans (1983), il n'y a pas eu d'élections à la sécurité sociale. Du faux paritarisme (le patronat et les syndicats sont à 50/50) et du manque de renouvellement de représentants syndicaux, nous, les usagers (qui sommes aussi des salariés et/ou des syndicalistes) et tous les acteurs de la protection sociale, avons perdu le contrôle de cette institution.... (...)

Nous souhaitons une véritable politique de prévention, une éducation à la santé dès l'école...

(...) Nous ne voulons pas d'une médecine phagocytée entre les assurances et les laboratoires. (...)

Le comité de défense entend contribuer à faire grandir un mouvement, à participer et à animer des débats avec l'ensemble de la population. Si vous partagez notre démarche, rejoignez-nous soit en écrivant au Comité de défense de la sécurité sociale 6 Allée d'Alsace 94550 Chevilly-Larue ou par courriel : com-def-sec-soc@wanadoo.fr.

Par ailleurs, diverses organisations (dont Attac, 6, rue Pinel, 75013 Paris - Tél. : 01 53 60 92 40 - Fax : 01 53 60 40 72) appellent à la commémoration du 60^e anniversaire du programme du Conseil national de la Résistance du 15 mars 1944. C'est la date de naissance des retraites généralisées et de la Sécu. Une occasion pour souligner fortement certaines contradictions, y compris sous forme de slogans :

“1944 : La France ruinée trouve des milliards pour créer la Sécurité sociale généralisée et les retraites. 2000 : La France aisée cache ses milliards en bourse pour démolir la Sécurité sociale et les retraites”.

Ou bien :

“La Sécu, les Résistants l'ont voulue, les marchés financiers n'en veulent plus.”

Ou bien encore d'effectuer quelques rapprochements :

“Pétain n'aimait pas la Sécu. Le MEDEF non plus.”

«Créer, c'est résister. Résister, c'est créer » rappelle Attac dont des militants de l'île de la Réunion suggèrent de pavoiser pour le 15 mars les bâtiments de la Sécurité sociale (maladie, retraites, allocations familiales) avec des banderoles souhaitant **«Bon anniversaire à la Sécurité sociale ! 15 mars 1944 - 15 mars 2004».**

Nous publions ici l'appel à l'initiative de la coalition américaine "**Coalition A.N.S.W.E.R.**" [[Act Now to Stop War & End Racism = Agissez maintenant pour stopper la guerre et le racisme]] visant à l'organisation de manifestations dans le monde entier pour dénoncer l'occupation de l'Irak par l'armée américaine, exiger son retrait et dénoncer en même temps la politique d'Israël à l'égard du peuple palestinien.

Nous publions également une analyse d'un de nos lecteurs Bernard Fischer qui explique les raisons de la situation particulière de notre pays marqué par la quasi-absence de mobilisation. Nous ne manquerons pas de revenir dans les prochains numéros sur ces questions.

Ramenez les troupes à la maison maintenant !

Mettez fin à l'occupation coloniale de l'Irak, de la Palestine et partout ailleurs !

Le 20 mars 2004, le premier anniversaire de l'invasion U.S./U.K de l'Irak, les gens des villes du monde entier se rassembleront pour exiger : "**Mettez fin à l'Occupation - Ramenez les Troupes à la maison MAINTENANT!**" Aux USA, les principales manifestations sont prévues à New York, Los Angeles, San Francisco et de nombreuses autres villes.

Nous manifesterons le 20 mars pour soutenir le droit du peuple irakien à l'autodétermination sans condition. Depuis que l'invasion a commencé, des dizaines de milliers d'Irakiens ont été tués. Des milliers de soldats des États-Unis et de Grande-Bretagne ont été tués ou blessés. Le peuple irakien résiste à l'occupation. Les Irakiens veulent que les soldats étrangers qui occupent leur pays s'en aillent, pas demain mais aujourd'hui. En nombre croissant, les soldats américains et leurs familles réclament que les troupes rentrent à la

ment populaire mondial."

Nous manifesterons aussi le 20 mars en solidarité avec le peuple palestinien et son droit à l'autodétermination, incluant le droit de retourner dans leurs maisons et sur leur terre. La manifestation du 20 mars vient seulement dix jours avant l'anniversaire de l'historique 30 mars 1976, Jour de la Terre en Palestine. Appeler à la liberté, au droit au retour et à l'auto-détermination du peuple palestinien le 20 mars est une nécessité politique essentielle, sans laquelle la fin des occupations coloniales ne peut pas être entièrement réalisée. L'invasion et l'occupation américaine de l'Irak par les USA sont partie intégrante du plus grand projet colonial de l'administration visant les peuples du Moyen-Orient. Tandis que l'administration Bush dépense 2 milliards de dollars par semaine pour occuper l'Irak, elle dépense 15 millions de dollars chaque jour pour soutenir la guerre d'Israël contre le peuple palestinien.

Nous manifesterons le 20 mars pour casser le "USA Patriot Act" et mettre fin à la répression dirigée contre les communautés d'immigrants américains-arabes, sud-asiatiques, et musulmans. Nous défendrons le droit à la liberté de parole et nous nous opposerons à la guerre de Bush et de d'Ashcroft sur la Déclaration des Droits de l'Homme.

Nous manifesterons le 20 mars pour demander de l'argent pour les emplois, le logement, les services médicaux et l'éducation, pas pour la guerre ni l'occupation.

Nous manifesterons le 20 mars pour exiger la fin des plans "Endless War" [Guerre sans Fin] de l'administration Bush pour la domination du monde. Nous sommes pour la fin de l'intervention, de l'occupation et des menaces des USA contre la Corée, la Colombie, l'Afghanistan, Cuba, l'Iran, le Zimbabwe, le Venezuela, la Syrie, les Philippines, Haïti et partout.

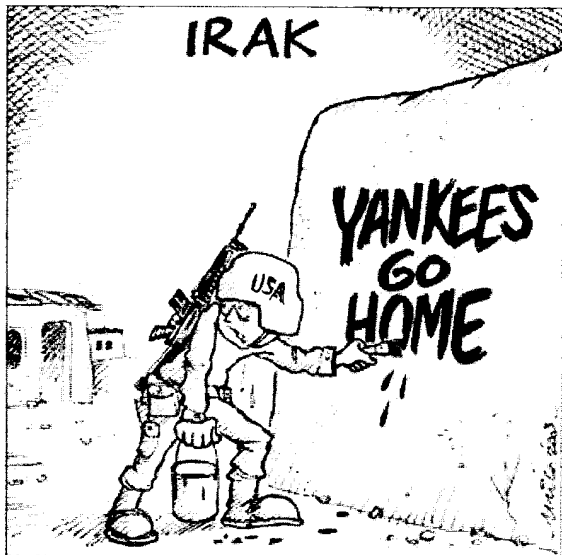
Seul le mouvement populaires apporte l'espoir qu'un défi efficace peut

être lancé à la course à la guerre de l'administration Bush. Tandis que le Parti Démocrate présente des candidats pour se mesurer à Bush pour la présidence, il est d'accord avec Bush pour le maintien des troupes US en Irak et soutient l'aide continue à Israël dans sa guerre contre le peuple palestinien. Le 20 avril 2002, 100.000 personnes ont défilé en une manifestation historique à Washington DC sous la banderole "**Libérez la Palestine**". Six mois plus tard, le 26 octobre 2002, des centaines de milliers de personnes ont manifesté contre la guerre qui menaçait contre l'Irak. Le 18 janvier, les 15-16 février, le 15 mars, le 22 mars, le 12 avril et le plus récemment le 25 octobre 2003, des dizaines de millions de personnes sont sorties dans les rues dans le monde entier pour dire non à la campagne de guerre de l'administration Bush. C'est une guerre monumentale menée par les peuples du monde qui veulent l'autodétermination, la justice et la paix. La solidarité mondiale est la pièce centrale du nouveau mouvement de masse qui s'est dressé pour résister aux forces du militarisme et du colonialisme. Le résultat de cette lutte aura un impact sur les générations à venir. Tous dans la rue le 20 mars 2004 !

Appel publié par (signataires initiaux)
Coalition A.N.S.W.E.R. [[Act Now to Stop War & End Racism = Agissez maintenant pour stopper la guerre et le racisme]] - Arab Muslim American Federation [[Fédération américaine arabe musulmane]] - Alliance Palestine Libre - Muslim American Society Freedom Foundation - Muslim Student Association.

Courrier d'un lecteur

Le forum social européen de Paris de novembre 2003 décidait l'organisation d'une journée internationale et européenne de manifestation contre la guerre le 20 mars 2004 à l'occasion du premier anniversaire du premier jour de



maison MAINTENANT. Ces soldats ont été envoyés pour tuer et être tués dans une guerre qui était basée sur le mensonge et la fraude perpétrés par le gouvernement Bush. Il n'y a qu'une seule solution: arrêter l'occupation maintenant ! Selon le Conseil National des Américains arabes, "*l'internationalisation de l'occupation donne une nouvelle couverture commercialisable au colonialisme et que cela ne doit pas être accepté comme une option viable par le mouve-*

la guerre d'occupation coloniale américaine contre l'Irak.

Le mouvement anti-guerre américain et européen prépare activement cette journée internationale d'action. Aux Etats Unis, nous avons en particulier depuis fin décembre 2003 un appel très clair de l'association ANSWER. Cet appel fait très clairement le lien entre le combat contre l'occupation américaine de l'Irak et le combat contre l'occupation israélienne de la Palestine.

Le mouvement anti-guerre prépare activement cette journée internationale d'action en Europe, en Italie, en Espagne, en Grande Bretagne et en Allemagne.

En France, notamment à Paris, nous trouvons encore une fois l'exception française. Le hasard du calendrier est la cause d'un problème politique majeur, le 20 mars, la journée internationale contre la guerre, c'est tout simplement la veille du 21 mars, la date du premier tour des élections régionales. La totalité des partis politiques français, de l'extrême droite à l'extrême gauche, sont en campagne électorale.

Les consignes internes des grandes organisations politiques et syndicales de la gauche et de l'extrême gauche françaises (PS, PCF, LCR, LO, CGT, FSU) sont très claires et très strictes. Elles ne veulent pas de manifestation nationale à Paris contre la guerre le 20 mars. Elles ne veulent même pas de manifestation dans les villes de province. Elles veulent des rassemblements devant les préfectures.

La gauche française considère la guerre coloniale d'Israël contre la Palestine comme un problème interne à la communauté juive. Elle soutient la gauche israélienne, le parti travailliste israélien et les syndicats israéliens. Quand les sionistes, et ceux qui soutiennent leur politique, font du chantage à l'antisémitisme et du terrorisme intellectuel contre des composantes du mouvement de solidarité pour la Palestine, la gauche française leur donne raison contre le mouvement de solidarité.

Face à la première tentative historique d'édification d'une première colonie américaine en Irak, la gauche parisienne et le parti communiste irakien soutiennent le renversement du régime de Saddam Hussein par l'armée américaine, ils soutiennent la mission civilisatrice de l'armée américaine. Nous pronostiquions en Irak depuis des années la réalisation d'un scénario catastrophe. Il arrivait le 9 avril 2003. L'Irak de 2004 est un nouveau Vietnam. Le mouvement contre la guerre d'Irak, pour le retrait des troupes américaines, pour le soutien à la résistance irakienne, grandit et grandira tous les jours, la gauche française n'y participe pas.

Bernard Fischer

40 kg de pub par an !

Chaque année, plus de 40 kilos de pubs et autres prospectus s'entassent dans nos boîtes aux lettres. Le coût écologique et économique est énorme :

- 40 kg de prospectus, c'est 40 kg de papier pour lesquels il faut, selon le procédé, de 20 à 40 kg de bois, 200 à 600 litres d'eau, entre 120 et 240 Kwh d'électricité, de l'encre (riche en métaux lourds) et de nombreux adjuvants et colorants selon le type de papier.

- La fabrication de 40 kg de publicité correspond à un minimum de 62 euros hors distribution, facturée indirectement aux consommateurs lors de leurs achats. Une fois la pub "consommée" ou "non-consommée", pour celles qui passent directement de la boîte aux lettres à la poubelle, il faut ajouter le coût du traitement : collecte, transformation et valorisation éventuelles (papier recyclé...) ou destruction (incinération). Ici encore le coût environnemental et économique est important (en moyenne 4 euros les 40 kg) et assumé par la collectivité, soit les particuliers au travers des différents impôts et taxes.

En septembre 2003, à La Baule, lors des 7èmes Assises nationales des déchets, le ministre de l'écologie et du développement durable déclarait la guerre aux prospectus publicitaires et annonçait l'apposition, dès octobre 2003, d'une étiquette Stop Pub par les particuliers volontaires sur leur boîte aux lettres. Aujourd'hui, rien de neuf, silence radio... mais si l'Etat ne semble rien vouloir faire, le portail Univers-nature reprend à son compte l'idée et... avec le soutien de tous, entend en faire une opération de grande envergure.

A ce titre, Univers-nature publie un dossier très complet sur la publicité non-sollicité dans les boîtes aux lettres et par fax (www.univers-nature.com/stop-pub) et propose plusieurs solutions pour, si ce n'est la stopper, au moins la réduire fortement et stopper sa progression. Pour les boîtes aux lettres, on retrouve un autocollant Stop Pub accompagné d'une mention explicite "4 de 40 kg de papier économisé".

Sur Internet depuis quelques semaines, soutiens, commentaires et réactions sont nombreux, tandis que plus de 2000 autocollants ont déjà été demandés, sans compter les personnes qui l'impriment ou le fabriquent directement. Non-violente, cette action se veut responsable et citoyenne, en donnant les moyens à chacun de s'opposer à la distribution sauvage dans sa boîte aux lettres ou son fax

Pascal Farcy, Rédacteur en Chef de Univers-nature Tél : 01 64 75 20 33 pascal.farcy@univers-nature.com;

Le portail environnement-nature-ecologie : <http://www.univers-nature.com>
Univers-nature 2 rue Houzeau 77120 COULOMMIERS Tel : +33 (0) 164 752 033 / +33 (0) 164 035 576 Fax : +33 (0) 164 752 186 redac@univers-nature.com

Appel à la solidarité avec des jeunes casseurs de pub'

Soixante-deux jeunes non-violents vont comparaître, devant le tribunal de grande instance de Paris, le 10 mars, à 13h30 (se le faire confirmer avant de s'y rendre) pour avoir, l'automne dernier, barbouillé des affiches du métro tout en respectant le matériel utile (sièges, rames, murs, sols...). Métrobus (filiale de Publicis) et la RATP les poursuivent au pénal et, par ailleurs, leur réclament un million d'euros. Quatre avocats ont été trouvés, dont les honoraires devraient, globalement, s'élever à 30 000 euros.

Terrible occasion de montrer publiquement de quel côté se situent la violence et la barbarie : du côté des affiches ou bien de ceux qui les barbouillent dans un esprit de désobéissance civile et de légitime réponse ?

Si vous souhaitez contribuer au financement du procès, vous pouvez envoyer un chèque, même de 1 euro (à l'ordre de "A. Baret", avec, au dos, mention "collectif des 62") à A. Baret, 11, rue Saint-Georges, 94700 Maisons-Alfort. Pour information, les avocats sont, notamment, maître Alexandre Faro (01 47 07 37 36) et maître Agnès Peeters (01 42 44 14 44).

Une adresse télématique a aussi été mise en place : defensecollective@nolog.org. Vive la cause antipublicitaire !

Voir sur le Net : <http://antipub.net/cdp> (Casseurs De Pub') et <http://antipub.net/rap> (Résistance à l'Agression Publicitaire)

Des oppositionnels au sein de la CFDT regroupés dans "CFDT-Reconstruction" publient une lettre électronique dont nous repreneons des extraits ci-dessous; ils concernent des informations très peu connues et révélatrices de l'état de nos "grands" syndicats"....

Si vous souhaitez recevoir régulièrement des nouvelles du réseau de débat internet "CFDT-Reconstruction", regroupant des syndiqués de toute la France, demandez-le à l'adresse internet cfdt.reconstruction@laposte.net

L'AMI des syndicats

Ils ont (presque) tous siégé au TUAC !

Le TUAC, sachez-vous, était l'un des principaux organismes chargé de faire avaliser secrètement les fameux AMI (Accords Multilatéraux d'Investissements de l'OCDE) que des luttes brèves mais déterminées ont fait échouer en 1998, alors qu'ils allaient consacrer la prééminence absolue du pouvoir des investisseurs financiers sur toute démocratie possible et toute législation sociale ou écologiste, dans tous les pays du monde. Rien que cela.

Pour arriver à ce coup d'Etat universel, il fallait que ce projet de traité soit négocié secrètement, afin que les opinions publiques ne soient pas alertées à temps. Travail délicat, d'autant plus que le siège de l'OCDE (le club des pays les plus riches) se trouve à Paris.

C'est là qu'intervient le TUAC, un des organismes les plus lamentables de l'Histoire depuis l'invention de l'arbalète à manivelle, TUAC, c'est-à-dire Trade Union Advisory Committee to the Organisation for economic cooperation and development, en français dans le texte : Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE.

Ces gens bien logés n'ont pas trouvé mieux que de cacher (comme on avait dû leur ordonner, ou pire, sans même qu'on leur ait demandé), les négociations secrètes de l'AMI. Dès qu'elle furent connues en France, cela a obligé le gouvernement Jospin à s'en retirer immédiatement, par crainte du scandale, et le château de cartes s'écroulait aussitôt, puisque les Etats-Unis lâchaient eux aussi l'AMI. La France était donc un maillon faible du dispositif.

Nous n'oublierons jamais que des syndicalistes indignes avaient accepté ce jeu pervers, en croyant se donner un rôle de mouche du coche en toute bonne conscience, pour négocier patiemment un volet social pour l'AMI, qui de toutes façons n'aurait jamais eu d'autre rôle ridicule qu'incitatif (alors que le traité proprement dit, lui, était conçu comme "contraignant" pour s'imposer aux législations nationales, afin de détruire les lois démocratiques et les services publics de l'ensemble de la planète.)

Quels syndicats ont accepté loyalement de siéger avec le TUAC dans ces enceintes de l'OCDE sans alerter les travailleurs, leur mandants ?

Voilà la liste pour la France : Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) - Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) - Confédération Française de l'Encadrement CGC - Force Ouvrière

(Cgt-FO) - Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA) - Confédération Générale du Travail (CGT).

Vérifiez directement si vous le souhaitez sur le site : <http://www.tuac.org/>

L'analyse des "syndicats"

On lisait encore, le 21 janvier 2004, sur le site du TUAC, cette déclaration vieille de 6 ans, (en date du 28 avril 1998) des syndicats qu'il faut appeler "jaunes" : (version française <http://www.tuac.org/statemen/communiq/maimi98f.htm>)

[Les notes critiques de "CFDT-Reconstruction" sont en italiques et entre crochets].

Nous ne savons pas encore, à l'heure actuelle, si l'AMI est mort à l'OCDE et la situation ne deviendra claire qu'à la fin de l'automne prochain. S'il s'avère que les négociations sont bloquées à l'OCDE, selon toute probabilité, l'AMI va réapparaître dans une autre enceinte.

[Si l'AMI est perdu à l'OCDE, il reviendra donc par la fenêtre à l'OMC ou dans une autre institution internationale antidémocratique. Quel aveu tranquille et quel cynisme !]

De toute évidence, il existe encore des désaccords entre, et au sein de certains gouvernements mais non pas de tous, sur l'intérêt de négocier l'AMI dans le cadre de l'OCDE et si tel est le cas, sur la forme à lui donner. La situation est devenue critique pendant la réunion du Conseil au niveau ministériel lorsque (...) un débat a pris place (...)

[Et oui, mince alors, un "débat" est apparu, car l'opinion publique avait été saisie, notamment grâce à un député Vert et au Monde diplomatique. Que tout cela se serait resté simple, si ce traité avait pu être finalisé jusqu'au bout dans le secret total !]

(...) Si les négociations s'effondrent à l'OCDE, il se peut que les gouvernements choisissent de se tourner vers l'OMC afin de les poursuivre.

[On peut faire confiance au TUAC pour respecter la loi du silence, sur la suite]

Un grand nombre de gouvernements ont exprimé leur désir de faire participer les syndicats et les ONG au niveau national afin de tenter de connaître leurs opinions sur ce qu'il faudrait faire pour élaborer un AMI répondant à leurs préoccupations et pour rechercher des "solutions novatrices". Dans le même temps, l'OCDE pourra mener une opération de relations publiques en se servant de son nouveau rapport (...) Paradoxalement, dans la situation actuelle, cette opération de relations publiques pourrait provoquer l'effet contraire à celui prévu et susciter davan-

tage d'opposition à l'AMI.

[Bref, évitons de parler et d'expliquer clairement, ça vaut mieux. Et ce sont des dirigeants de syndicats ouvriers qui écrivent cela !]

Conclusion

Quoiqu'il arrive à l'AMI, il est important de poursuivre la campagne syndicale. Il reste aux gouvernements à examiner des points substantiels comme les clauses contraignantes en matière de travail et d'environnement. Cette prochaine période de réflexion, comme certains l'ont appelée, et le désir exprimé par les ministres de "consulter les groupes intéressés de leur société" devraient être considérés comme une occasion de faire plus énergiquement pression en faveur de l'AMI que nous aimerions voir conclure.

["Que nous aimerions voir conclure" : Au moins c'est clair !]

Il faut également rappeler que les campagnes nationales menées dans certains pays peuvent avoir une ampleur telle que les gouvernements concernés ne seront pas en mesure de s'engager prochainement sur un éventuel AMI. Cependant, l'AMI pourrait encore voir le jour en l'absence de ces pays.

[Quel dommage que les démocraties aient encore de beaux restes, permettant aux citoyens d'y mener parfois des "campagnes nationales", obligeant les gouvernements à reculer. Vivement l'AMI qui y mettra définitivement bon ordre, après avoir vidé de sens toute démocratie !]

Le TUAC va examiner avec ses membres affiliés les prochaines étapes de la campagne syndicale concernant l'AMI mais dès maintenant, nous incitons les membres affiliés à entreprendre, dans la mesure du possible, des débats au niveau national sur cet Accord et à chercher à constituer des alliances avec des groupes désireux d'obtenir un AMI au sein duquel les droits des investisseurs seront contrebalancés par des obligations réciproques.

[Des "alliances" avec des "groupes désireux" et des "obligations réciproques" ? Qui cela au juste ? Le MEDEF cher à la CFDT ? Les fonds de pensions internationaux ? Les paradis fiscaux ? Clearstream ? Les marchands d'armes ? Les médias possédés par les marchands d'armes ? La mafia ? Les médias contrôlés par la mafia ? On aimerait savoir.]

Sur un plan plus général, le TUAC va examiner, avec l'OCDE, la possibilité d'entamer un débat ouvert et éclairé sur les questions plus larges de la gestion des finances internationales et du système de marché.

[Ne riez pas, fin de communiqué du TUAC.]

Rencontres et lectures à contre courant

Errico Malatesta

Il n'est pas nécessaire d'être anar pour, au moins, avoir entendu parler de Malatesta, la grande figure de l'anarchisme italien qui a marqué de son militantisme sans faille la fin du 19^{ème} siècle et les deux premières décennies du 20^{ème}. Né en 1853 près de Naples, il disparaît en effet en 1932. Dès l'âge de 19 ans il adhère à la 1^{ère} Internationale et devient vite le secrétaire de la Section italienne. Réfugié en Suisse, il rencontre Bakounine dont il adopte les conceptions anti-autoritaires. Polémiste de talent, c'est surtout par la parole (congrès, conférences, réunions_) qu'il mène son activité inlassable de propagandiste. Il sera de la lutte pour le communisme anarchiste toute sa vie durant, fuyant la police, maintes fois emprisonné, contraint à l'exil dans divers pays d'Europe, d'Amérique. Il fondera de nombreuses revues : "La Question Sociale" aux USA, "L'Agitazione", puis "Volonta" à Ancône, plus tard "Pensiero e Volonta" à Rome et contribuera à bien d'autres. D'esprit rigoureux, c'est dans un certain nombre de brochures qu'il condensera sa pensée, textes qui seront traduits en plusieurs langues.

Après la guerre 14-18, il rentre définitivement en Italie et dirige à Milan, puis à Rome, le quotidien anarchiste "Umanita Nova". Il participe au mouvement d'occupation des usines et à l'agitation révolutionnaire de la période. Arrêté encore à près de 70 ans, il se lance dans une grève de la faim. Il sera acquitté en 1921. Mais bientôt c'est le déferlement du fascisme. Prisonnier chez lui - Mussolini n'osera pas le déporter - désabusé mais non découragé, il finira sa "carrière" de révolutionnaire anarchiste le 22 juillet 1932 sans avoir failli un seul instant à son idéal.

Les Editions Libertaires et les Editions du monde Libertaire viennent de publier une biographie de cette figure de l'anarchisme italien sous une forme inhabituelle : par l'image. Cet ouvrage de Fabien Santin et Elis Fraccaro reprend en fait une bande dessinée qui a paru en 1980 en Italie aux Editions Antistato. Après les deux tomes de "Makhno, l'Ukraine Libertaire 1918-1921" parus également en BD, cette forme éditoriale semble tenter les éditeurs du Monde Libertaire. Pourquoi pas ?

"Malatesta, biographie en image d'une figure de l'anarchisme italien", 2003, 115 pages, 15 euros. Commande aux Editions Libertaires, 35 allée d'Angle, Chaucre 17190 SAINT GEORGES D'OLERON. Chèque à l'ordre des Editions libertaires; ajouter 10% pour le port.

Les Temps maudits

Le n°18, daté janvier-avril 04 vient de paraître sous l'égide de la CNT.

En guise d'édito, la présentation de quelques mesures libérales sans grande portée médiatique, mais contribuant tout autant que les plus connues à l'aggravation de la précarité et l'affaiblissement du droit du travail.

Suivent dans l'ordre : un texte sur l'intermittence; un intéressant article sur la société civile et sa participation ("à quoi ? et avec qui,"); entre démocratie directe et cogestion; puis une analyse portant sur l'ambiguïté de l'anti/altermondialisation; un texte sur la parole des femmes; un point de vue sur le sécuritaire, vu d'un lycée de banlieue; enfin, dans le registre "Mémoire Sociale" : le mouvement ouvrier juif en France, et les mouvements libertaires eu début du 20^{ème} siècle au Japon. Et pour conclure l'habituelle rubrique "Livres et revues".

Le numéro : 7 euros, chèque à l'ordre de la CNT. "Les Temps Maudits" BP 203 33021 BORDEAUX cedex. Abonnement possible : 33 euros pour 6 numéros.

Anciens appelés en Algérie

Le 3 février dernier, à Albi, une "Association des anciens appelés en Algérie contre la guerre" a tenu une conférence

de presse pour faire savoir que ses membres refusent la retraite du combattant pour eux-mêmes. Ils ne peuvent pas, moralement, profiter de cet argent qui sera versé à des organismes oeuvrant pour la paix ou pour venir en aide à des populations touchées par la guerre. Ils ont fondé cette association qui a pour but, à travers le travail de mémoire, de réfléchir, de témoigner et d'ouvrir pour la paix.

"A cette époque-là, nous les gars du contingent, nous ne disions rien et n'avons pas eu le courage de hurler notre désaccord au monde. Aujourd'hui nous souhaitons parler".

Contact : **Association des anciens appelés en Algérie contre la guerre** BP 229 81000 ALBI Rémi Serres 05 63 33 18 10 remi@ablink.com

Kactus

Des étudiants ont créé il y a deux ans "le journal qu'ils voulaient lire". Pour décrypter l'actualité, mais surtout pour prendre du recul par rapport au flot d'information déversé chaque soir à la grand-messe du vingt heures. Leur journal, **Kactus**, paraît tous les deux mois. **Kactus 1** s'est intéressé au sens des terrorismes, **Kactus 2** aux points noirs de la politique étrangère française, **Kactus 3** au trafics d'armes et **Kactus 4** aux dérives de l'industrie pharmaceutique. Des points de diffusion permanente sont prévus dans des facs, des lieux associatifs, librairies, bars, cinémas pour un tirage actuel de 2500 exemplaires. Il est aussi possible de s'abonner pour 1 euro par numéro, frais de port compris. Chèque à l'ordre de l'**A.P.P.A.** adressé à : **A.P.P.A. (Association pour la Promotion de la Presse Alternative)** 20 rue du Commandant Mouchotte Bât. C; Appart. 100 75014 PARIS. (Tél 06 85 13 36 65 ou 06 70 57 64 92).

Pour la défense du cinéma indépendant

Vous aimez votre salle de cinéma de quartier ? Vous voulez défendre le cinéma de proximité ? Une association de spectateurs, l'ASCUT, vous propose la première action nationale de défense du cinéma indépendant Elle vous invite à construire ensemble, et de manière conviviale, en compagnie de professionnel du cinéma, une Fédération Nationale de spectateurs et une Charte Nationale de défense du cinéma indépendant. Vous pourrez aussi y voir (gratuitement !) un court et un long métrage. Rendez-vous, donc, à Paris, le samedi après-midi 13 mars De 15h à 21 h environ, au cinéma la Clef, 21 rue de la Clef, 75005 (M^cCensier) L'ASCUT (<http://ascut.free.fr>) se bat contre l'extension d'un multiplexe qui menace les cinq salles de proximité de Pontoise et de Saint-Ouen l'Aumône.

Génération précaire

Dans ce livre écrit avec un journaliste de Libération, Abdel Mabrouki passe en revue ses dix années de luttes au sein de Pizza Hut : la résistance quotidienne, la valse incessante des salariés précaires et des managers, la découverte du syndicalisme, la répression, la solidarité avec les luttes de MacDo et d'EuroDisney, Maxilivres... Il nous montre aussi le syndicalisme d'en-haut, en l'occurrence celui des permanents de la fédération CGT-Commerce : une bureaucratie qui n'a rien compris à ce salariat précaire, qui négocie avec le patron dans le dos des grévistes et de leur représentation, l'absence de démocratie dans les instances fédérales... Mais aussi une autre CGT, comme le militant de son Union Locale qui l'a aidé dans sa bataille contre sa première procédure de licenciement. Abdel nous donne la pêche. Avoir réussi, lui et d'autres, à implanter le syndicalisme dans ce monde, est une belle démonstration qu'il n'y a pas d'obstacles infranchissables. Notre classe en a vu d'autres, et avec ce nouveau visage elle montre de quoi elle est capable. "Génération précaire" d'Abdel Mabrouki, le Cherche Midi, 13 euros : Abdel est délégué CGT à Pizza Hut. [Extrait du bulletin électronique "Liaisons". Pour s'abonner à sa liste de diffusion : e-Liaisons-subscribe@yahoo-groupes.fr]

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
- de SOUTIEN Euros
- Faibles ressources (selon possibilités) . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP N°70783

Dispensé de timbrage

Mulhouse-

A CONTRE COURANT

(service abonnements)

BP 2123

68060 MULHOUSE cedex

P

PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Déposé le 28/02/2004



Dédé a visité
le pays de la
santé priva-



COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / J. FORTCHANTRE / B. SCHAEFFER
SEB / A. ET D. WALTER

Sommaire

- Page 1 Edito : Pas d'abstention au 3^{ème} tour !
- Page 2 à 5 Quel sort pour la moitié de la planète ?
- Page 6 Edito CAC : Laborieux mais opiniâtre
- Page 6 et 7 Les loups sont entrés en PACA
- Page 7 Bonnet blanc et blanc bonnet ?
- Page 8 et 9 Façon de voir : le prisme de la solidarité
- Page 9 La biographie non autorisée de Bush
- Page 10 et 11 Assurance maladie (texte d'AL)
- Page 11 Comité de défense et actions sécu
- Page 12 et 13 Appel A.N.S.W.E.R. et courrier d'un lecteur
- Page 13 40 kg de pub par an ! - Solidarité casseurs de pub
- Page 14 L'ami des syndicats
- Page 15 Rencontres et Lectures
- Page 16 Dédé a visité le pays de la santé privatisée

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)

et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>

Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE